

A BÂBORD TOUTE ! N°4

Le bulletin des citoyens d'une gauche démocratique et de progrès pour Locmiquélic

E-mail : a-babord-toute@orange.fr ou tel portable : 06.89.87.56.53

L'inspection d'académie vient d'annoncer la fermeture d'une classe à la maternelle ty douar de Locmiquélic.

En juin 2008, « à bâbord toute » avait été à l'initiative d'un débat autour de l'école de la république en danger ! Nous écrivions déjà à l'époque :

L'école maternelle menacée : « Alors que la scolarisation précoce est un gage de réussite, la volonté du gouvernement de déplacer les enseignants de la maternelle vers l'élémentaire, risque de renvoyer les enfants vers des crèches, des gardes privées »

Les priorités du gouvernement sont claires ! les classes sociales aisées continueront de pouvoir scolariser dans le privé, leurs enfants dès l'âge de 2 ans, alors que peu à peu, les enfants des classes moyennes et moins favorisées entreront à l'école à 3 ans, puis 4 ans, 5 ans et enfin 6 ans, âge du début de l'instruction obligatoire !

PARENTS, ENSEIGNANTS, CITOYENS, TOUS ENSEMBLE CONTRE LA FERMETURE D'UNE CLASSE MATERNELLE A LOCMIQUELIC

Au moment où de multiples économistes soulignent que si les conséquences de la crise sont moins sévères en France qu'ailleurs c'est parce qu'il y existe des « amortisseurs » que sont la protection sociale et les services publics, le gouvernement esquivé ses responsabilités en ce domaine et continue à faire comme si **protection sociale**

et services publics étaient avant tout d'insupportables dépenses au lieu d'être des investissements et un instrument de lutte contre le chômage. Tout cela confirme ce que l'on pouvait lire dans le discours présidentiel du 18 février : le refus de remettre en cause les dogmes libéraux en dépit de la gravité de la crise.

Sarkozy-Darcos-Pécresse sont engagés dans une refondation néolibérale de l'école au service du capitalisme mondialisé. Ainsi, s'explique l'empilement de réformes décidées ces dernières années : suppression de la carte scolaire, réforme des programmes, suppression des RASED, réduction d'un an de la préparation au baccalauréat professionnel, suppression des IUFM, réforme des lycées, **mise en extinction progressive de l'école maternelle**,...et à chaque fois, ces réformes s'accompagnent de dizaines de milliers de suppressions d'emplois de toutes catégories de personnels, notamment enseignants. Elles s'inscrivent dans un projet cohérent qui en réalité vise la mise à mort du service public de l'éducation nationale pour laisser place à un système qui renforcera le tri social par la mise en concurrence de tous, des établissements scolaires aux élèves eux même.

Défendre l'école publique

1) DANS L'ACTION SOCIALE

En cette période de crise l'état ne doit pas lui-même contribuer à l'augmentation du chômage,

Il faut :

- stopper la suppression des postes dans la fonction publique
- en créer là où c'est nécessaire
- renoncer au non-remplacement des 13000 enseignants prévus pour 2009.

Cela suppose des moyens sans précédent. Le budget de l'éducation nationale doit être impérativement augmenté, (la proportion de la richesse nationale que la France consacre à son école aujourd'hui est la même qu'il y a 50 ans !). La France a les moyens de s'offrir un système éducatif de qualité pour tous. L'année dernière les profits des seules entreprises du CAC 40 représentaient le double du budget de l'éducation nationale !

Alors que la crise économique sert de justificatif pour accélérer les coupes sombres dans les services publics, il faut au contraire un grand plan anti-crise qui permette d'investir massivement dans les services publics, et notamment dans la recherche et l'éducation. **Répondre aux besoins tout en relançant l'économie, c'est possible et nécessaire !**

Une raison de plus pour se mobiliser massivement , faire grève et manifester le 19 mars avec l'ensemble des salariés mais aussi pour sans attendre saisir toutes les échéances d'action et de débat avec l'opinion .

2) PAR LE BULLETIN DE VOTE CITOYEN

Depuis la fin des années 80, notre système éducatif, ainsi que ceux de l'ensemble des pays développés, sont soumis à de profondes réformes tendant à une véritable déréglementation. Ces mutations expriment une volonté d'ajustement de l'école aux nouvelles exigences du capitalisme et de ses institutions (FMI ; Banque mondiale ; OCDE ; OMC). Selon elles, le nouvel ordre économique impose un nouvel ordre éducatif mondial. C'est un des enjeux majeurs de l'AGCS (Accord général sur le commerce des services) signé en 1994 : l'éducation y figure dans la liste des services commercialisables. cet objectif figure en bonne place dans le traité de LISBONNE que Sarkozy a tant voulu mettre en place malgré le non au projet de constitution européenne en 2005.

L'école n'est pas une marchandise ! Nous sommes entrés dans une nouvelle période où le peuple français et les peuples européens redressent la tête, s'unissent et agissent pour d'autres choix. « À bâbord toute », né du rassemblement de citoyens qui se reconnaissent dans une gauche de transformation sociale, est attentif à la construction d'un front de gauche pour une autre Europe. La transformation de l'école doit s'accompagner d'une politique qui combatte les inégalités économiques et sociales. Le bulletin de vote pour une autre Europe le 7 juin prochain peut constituer un véritable prolongement des mobilisations sociales

Pour aller dans ce sens, les citoyens pour une gauche démocratique et progressiste rassemblés dans « à bâbord toute » poursuivront le débat et soutiendront les actions engagées par les parents et les enseignants à Locmiquélic comme ailleurs.

Ce bulletin a été rédigé, édité et diffusé par nos moyens propres. Pour nous contacter, nous laisser un message ou nous rejoindre : e-mail : a-babord-toute@orange.fr ou tel portable : 06.89.87.56.53.